

Département des Pyrénées-Orientales
Arrondissement de Prades
EXTRAIT
Du registre des délibérations du Conseil
De la Communauté de Communes Pyrénées Catalanes
Séance du Lundi 2 novembre 2020

Membres du conseil communautaire statutairement : 36

Membre en exercice : 36

Membres ayant pris part à la délibération (33) : Jean Pierre ASTRUCH, Pierre BATAILLE, Henri BAUDET (procuration à Jackie COLL), Pierre BLANQUE, Rodolphe BOUSSELUT (procuration à Martine PIERA), Alain BOUSQUET, Patrice CAMPS, Jackie COLL, Christine COLOMER, Joëlle CORDELETTE, Christine DELIAS (procuration à Alain LUNEAU), Jean Louis DEMELIN, Marie Claire FRANCEZ-CHARLOT, Michel GARCIA, Jeannine GARRABET – POUGET, Stéphane GAUMOND, Jean Louis LACUBE (procuration Michel POUDADE). Christian LANDRIEU (procuration à Michel GARCIA), Jean Dominique LAPORTE, Jean Michel LATUTE, Phong Lan LE TOAN – BARES, Alain LUNEAU, Claire NOLIN, Françoise MARTIN, Philippe PETITQUEUX (procuration à Serge VAILLS), Martine PIERA, Serge POLATO, Michel POUDADE, Stéphanie PRUDENTOS, Michel Riff, Antoine TAHOCES, Serge VAILLS, Georges VICENS.

Date de convocation : mardi 27 octobre 2020

Secrétaire de séance : Joëlle CORDELETTE

Objet : Rectification de la répartition des emplois de la collectivité dans les groupes de fonction par catégorie du RIFSEEP.

Le lundi 2 novembre 2020 à dix-sept heures, le Conseil de la Communauté de Communes Pyrénées catalanes, dûment convoqué, s'est réuni au siège de la Communauté de communes à La Llagonne sous la Présidence de Pierre BATAILLE. Le nombre étant suffisant pour délibérer valablement, le Président déclare la séance ouverte.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu les arrêtés fixant les montants de référence pour les services de l'Etat

Vu l'avis du Comité Technique en date du jeudi 5 avril 2018 (extrait du PV en date du 23 avril 2018),

Vu le tableau des effectifs,

Vu la délibération du 18 décembre 2017 adoptant le principe du RIFSEEP, la mise en place du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP),

Vu la délibération du 5 mai 2018 adoptant les modalités d'application du RIFSEEP à compter du 1^{er} janvier 2018,

Le Président rappelle que le Conseil communautaire a adopté le 18 décembre 2017 le principe du RIFSEEP, la mise en place du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (R.I.F.S.E.E.P) par la biais de la méthode globale, hiérarchisation par comparaison ;

Qu'il a également validé le 5 mai 2018 les modalités d'application du R.I.F.S.E.E.P instaurées lors du Conseil Communautaire du 17 décembre 2017.

Le Président explique qu'il est nécessaire de rectifier la répartition des emplois de la collectivité dans les groupes de fonction par catégorie du RIFSEEP compte tenu des modifications des missions des agents suivants :

- **Adjoint administratif du service scolaire : cadre d'emplois des adjoints administratifs, catégorie C à temps complet de la collectivité,**

- **Attaché du service développement et tourisme : cadre d'emploi des attachés territoriaux, catégorie A à temps complet de la collectivité.**

De l'expertise demandée pour l'exécution de ses nouvelles missions.

Le Président propose donc à l'Assemblée délibérante de rectifier la répartition des emplois comme suit :

Il s'agit de valoriser la technicité, l'expertise des nouvelles missions des agents cités ci-dessus ;

Le groupe de fonction de l'agent du service scolaire est modifié comme suit : passage du groupe de fonction de C3 à C2, à compter du 01 novembre 2020, pour la régularisation de l'agent concerné, jurisprudence (CAA de Nantes, n° 16NT02685, 2 juillet 2018)

Le groupe de fonction de l'agent du service développement et tourisme est modifié comme suit : passage du groupe de fonction de A4 à A2, à compter du 01 octobre 2020, pour la régularisation de l'agent concerné, jurisprudence (CAA de Nantes, n° 16NT02685, 2 juillet 2018)

Par conséquent, la position des agents cités ci-dessus est modifiée dans l'organigramme de l'EPCI.

OUÏ CET EXPOSE, ET APRES EN AVOIR DELIBERE, LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE DECIDE A L'UNANIMITE :

- De valider les propositions ci-dessus :
- Passage du groupe de fonctions de C3 en C2 pour l'adjoint administratif du service scolaire, à compter du 01/11/2020.
- Passage du groupe de fonctions de A4 en A2 pour l'attaché du service développement et tourisme, à compter du 01/10/2020.
- D'autoriser le Président à signer tout document en ce sens.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme

La Llagonne, le lundi 2 novembre 2020.

Pierre BATAILLE
Président

Envoyé le 03-11-2020 à la Préfecture
Accusé de réception le 03-11-2020
NOTIFICATION FAST

